Arras, le 07 janvier 2016

Déclaration intersyndicale CTL 'Emplois'

Boycott de la 1ère convocation

Monsieur le Président, la période est à la présentation des vœux des uns et des autres et nous n'échapperons pas à cette tradition. Nous vous souhaitons donc à vous, vos collaborateurs et vos proches une excellente année 2016 avec des vœux de santé et de bonheur.

Au titre des autres vœux que nous aimerions voir se réaliser, plusieurs nous tiennent à cœur ainsi qu'à nos collègues dont nous sommes les représentants.

Ainsi, nous aimerions de la part de nos hiérarchies (DDFiP, DDG et DG) le soutien tant attendu depuis des années pour s'opposer aux suppressions d'emplois. En effet, compte tenu de la détermination de certains à respecter les consignes nationales en la matière, nous avons tous l'impression que vous sciez la branche sur laquelle nous sommes TOUS assis. Un exemple : le service rendu à tous les usagers se dégrade et certains commencent à se poser la question de notre utilité. Il n'y a qu'à constater en de nombreux endroits la suppression pure et simple des indemnités de conseil dans les collectivités locales, preuve que ces conseils, nous ne sommes plus en mesure de les fournir, faute de bras et donc de têtes ...Il est vital de stopper ces suppressions d'emplois !

Pour les restructurations, c'est pire encore, nous avons l'impression d'une casse, organisée en interne, des services de la DDFiP. Vous faites tout à l'envers du bon sens. Une seule chose semble compter à vos yeux : vite et pas cher ... Les restructurations se suivent et se ressemblent beaucoup trop. Tout est fait dans la précipitation, sans concertation, sans moyen, sans tenir compte des contextes locaux ni même des intercommunalités voire des zonages administratifs... Et que dire des personnels que l'on "consulte" sans jamais prendre en compte leurs avis ...

Ces décisions ont des impacts très lourds à court, moyen et long termes. Ironie de certaines idioties commises, certains se retrouvent dans une situation de blocage pour effectuer les quelques aménagements que nous mêmes aurions parfois cautionner, à cause de décisions prises hâtivement et sans réflexion ... L'impression, là aussi, est grande d'un laxisme continuel dès lors que la feuille de route est respectée, voire que la carrière individuelle de certains n'est pas compromise ... Ainsi, et à l'inverse des trois singes de la sagesse, nous faisons donc le vœu d'avoir enfin un Directeur Départemental qui ouvre les yeux, qui ouvre les oreilles et qui ouvre la bouche à bon escient …

Monsieur le Président, au-delà d'une énième vague de suppressions d'emplois, de restructurations sans précédent et d'un dialogue social en berne dans le département depuis maintenant quelques mois, nous continuerons nos vœux sur l'impact direct que ces faits génèrent dans vos services.

Nous souhaitons que votre volonté première reste et demeure la sauvegarde et la réalisation de l'intégralité de nos missions, au plus près de nos usagers : du contribuable indigent au plus aisé, de la commune la plus isolée aux plus grosses collectivités, de l'autoentrepreneur aux grandes entreprises, en passant par nos nombreuses PME, et cela, toujours dans le respect de la législation, pour une équité et une justice fiscale dont nous sommes les garants.

Nous espérons que pour réaliser ce vœu, vous saurez utiliser tous les pouvoirs que vous confèrent votre poste de Directeur Départemental des Finances Publiques du Pas de Calais pour réclamer à minima les moyens humains pour combler toutes les vacances de postes, ainsi que l'ensemble des moyens financiers mis à votre disposition pour simplement assurer le fonctionnement « normal » de notre administration : l'entretien des locaux que nous occupons, le remplacement du mobilier et du matériel informatique, et nous permettre ainsi de réaliser au mieux la gestion courante de nos missions.

Tous ces vœux, Monsieur le Président, resteront à votre esprit le temps de votre mandat à la tête de notre DDFiP, nous nous chargerons de vous les rappeler en cas d'amnésie. Mais en attendant leur réalisation, nous tous autour de cette table, du moins nous l'espérons, formulons le souhait de constater rapidement une amélioration certaine de nos conditions de travail et de nos conditions de VIE au travail qui impactent plus que jamais nos conditions de vie personnelle et familiale.

Nous sommes persuadés que lors de vos nombreuses opérations de communication au sein du réseau : collèges des chefs de services, réunions métiers, visites de services, malheureusement craintes des agents désormais (il est passé par ici, on travaillera par-là), Monsieur le Président, vous vous êtes rendu compte de la souffrance de vos collaborateurs qui vont de l'agent au responsable de service et qui se situent aussi bien dans le réseau qu'en Direction.

Si tel n'était pas encore le cas, fiez-vous simplement à un outil mis en place récemment, la fiche de signalement. Voilà plusieurs mois qu'elles nous sont adressées en masse. Et dans ce lot de faits GRAVES et PREJUDICIABLES un phénomène inquiétant est à souligner : la multiplication des incidents entre collègues.

Les annonces des réorganisations, des restructurations, pire des fermetures, ne se font que par voie descendante, elles s'ajoutent à la complexité législative, à la pression de la réalisation des objectifs, à la pression de nos usagers qui exigent un service public rendu avec toujours le même degré de qualité, le tout dans un contexte de dégradation matérielle de notre environnement de travail mais surtout de sous effectifs global et général dans les services.

Cette situation accablante met en danger tous nos collègues : fatigue, stress, mal-être, tension, maladies.
Monsieur le Président, ne laissez pas notre administration devenir un immense incubateur qui, faute de contrôle, pourrait exploser avec les conséquences les plus graves sur la santé de vos agents.

Nous, représentants des personnels, avons pris nos responsabilités en mettant nos clivages de côté pour vous parler d'une même voie dans l'intersyndicale la plus large possible. Aujourd'hui, c'est à vous, Monsieur le Président, de prendre vos responsabilités en déclarant haut et fort, à tous les niveaux, la situation réelle des services dont vous avez la responsabilité et en exigeant l'amélioration que nous avons de cesse de solliciter pour le respect et la santé de nos collègues.

Aussi, dans ces vœux "professionnels", nous vous souhaitons d'agir et de défendre, avec nous, la DGFiP, le service public et la République !